



CTMEN DU 13 NOVEMBRE 2019

DECLARATION LIMINAIRE Unsa-Education

Pour l'Unsa-Education, j'interviendrai sur deux points dans cette déclaration liminaire à ce CTMEN : à nouveau les lignes directrices de gestion qui mettent en œuvre la loi de transformation de la fonction publique et l'impatience des personnels quant à leur revalorisation conjuguée à leurs inquiétudes sur la réforme des retraites.

Les lignes directrices de gestion qui sont examinées une nouvelle fois ce jour déclinent la loi du 6 août 2019, dite de transformation de la fonction publique. Indépendamment de la qualité du travail et de la qualité d'écoute des services du ministère, de la prise en compte d'un certain nombre d'amendements que nous avons posés, la philosophie des lignes directrice de gestion demeure inchangée. Elle met à distance les partenaires sociaux et cultive l'isolement des agents publics.

Aujourd'hui se matérialise une position dogmatique de l'exécutif qui a choisi résolument d'enfermer les personnels dans une relation individuelle et vulnérable avec leur employeur. Le seul moyen pour les agents de faire valoir leurs droits sera désormais une démarche de recours individuel. Le gouvernement fait le pari du renoncement de la plupart des agents par manque d'information sur les procédures, par découragement si ce n'est le pari de la crainte de faire les frais pour sa carrière d'une réclamation qui serait jugée mal venue. Ce choix politique est porteur de dégradations rapides pour l'ensemble d'un système qui va emmagasiner les amertumes et les colères. Nous dénonçons et nous contestons à nouveau les principes arrêtés par la loi qui se traduisent dans les lignes directrices de gestion qui nous sont à nouveau présentées.

L'autre point que nous souhaitons aborder dans cette déclaration liminaire, c'est l'impatience des personnels quant à leur revalorisation conjuguée à leurs inquiétudes sur la réforme des retraites. Dans le cadre des négociations engagées sur la mise en place d'un système universel de retraites et son corollaire, la revalorisation des rémunérations pour les personnels de l'éducation nationale, le courrier adressé par le ministre est positif mais les engagements insuffisants pour les enseignants. Par ailleurs, il ne répond à l'inquiétude de toutes les autres catégories de personnels de notre ministère. Il amplifie même l'inquiétude en renvoyant leur sort à des discussions interministérielles

En conséquence, même si l'Unsa Éducation réaffirme sa volonté de négocier, elle souhaite pouvoir s'appuyer sur des éléments concrets au-delà des déclarations de principe. C'est la raison pour laquelle l'Unsa-Éducation a lancé hier un appel à la grève pour la journée du 5 décembre prochain afin d'appeler l'ensemble des personnels qu'elle représente, à exprimer sa détermination à obtenir une revalorisation et une restructuration des carrières qui reconnaissent leurs métiers et garantissent le maintien des niveaux de pension.

Je vous remercie de votre attention.